

## Attac, droits devant

**A**vec cette cinquantième lettre aux adhérents du comité Attac Pays d'Aix, un cap symbolique est franchi. Neuf ans après sa création, notre association résiste donc toujours et poursuit sa mission d'information citoyenne, du local au global. Et, si les militants et les adhérents d'Attac continuent, c'est que toutes les raisons de s'engager sont, plus que jamais, d'actualité. A Aix, tout d'abord, où le simple logement devient inaccessible à une part croissante de la population et où les décisions politiques de la ville, confisquées par un clan, échappent totalement aux citoyens. Attac prend part, dans son domaine, aux actions de solidarité et aux débats citoyens qui préparent une alternative. En France ensuite, où l'élection du représentant de la « droite décomplexée » à l'Élysée se traduit par une tentative de faire exploser le système social. D'un côté le discours sur la nécessaire « équité » et de l'autre le cynisme du MEDEF qui cible ouvertement le programme social du Conseil national de la résistance (CNR). Tout en rendant obligatoire la lettre de Guy Môquet. Mais, une fois encore, le système politicien français et ses média complaisants découvrent que la question sociale n'est pas soluble dans les discours libéraux. Et la purge libérale ne passe toujours pas. Le mécontentement populaire grandit face à la poursuite et l'aggravation de la politique du gouvernement précédent, sur fond de scandales politico-financiers. Les luttes sociales tous azimut se développent, des cheminots aux avocats et des pêcheurs aux

étudiants, du monde du travail au monde de la recherche. Et Attac prend sa place dans chacune de ces luttes en démontant et expliquant le fonctionnement de la machine libérale qui menace la société même, en France et en Europe. Union Européenne dont les dirigeants, de plus en plus coupés des Peuples, poursuivent leur obsession libérale avec une nouvelle tentative pour imposer un traité dit simplifié. Et, à nouveau, la résistance s'organise pour obtenir un référendum sur cette question essentielle. Une campagne unitaire démarre avec le Comité national pour le référendum (nouveau CNR), rassemblant toutes les composantes du Non de gauche en 2005 mais aussi des personnalités favorables au traité et indignées par la mise à l'écart des opinions publiques. Attac fait de cette question sa campagne centrale. A Aix aussi, rendez-vous est pris pour l'organiser. Enfin, loin d'être épuisée, la vague altermondialiste trouve d'autres formes de manifestation, et, le 26 janvier 2008, ce sera « Davos contre le reste de Monde ». Des Forum sociaux mondiaux seront organisés dans de très nombreuses villes pour répondre à la provocation du forum économique des riches qui menace la planète. Réservez d'ores et déjà ce samedi 26 janvier 2008, car Attac prépare, avec le réseau associatif aixois, un événement citoyen et artistique. Bonne lecture de cette Lettre aux Adhérent n°50 et bienvenue à vous pour contribuer à toutes ces actions et à l'animation de votre association, et l'aider à garder le cap.

Gérard Guieu.

### Ce qu'il faut savoir pour « Résister aux lobbies OGM »

Vaincre la famine en Afrique, diminuer voire supprimer les pesticides en Europe, augmenter les rendements en Inde et la valeur nutritive des céréales",.... des promesses de solutions que les organismes génétiquement modifiés pourraient apporter aux problèmes nutritionnels du monde à venir ? ou.... de simples arguments de vente adaptés à chaque zone de la planète, par des multinationales qui cherchent à étendre leurs profits à l'ensemble du monde ?

Comment se fait-il, comme le montre le documentaire sur "la mort annoncé du blé" qu'après l'expérience du colza transgénique, les grands céréaliers du Canada organisent la résistance contre le blé transgénique de Monsanto ? Et qu'il en soit de même en Inde après l'expérience du coton transgénique ?

Comment se faire une idée sur ce sujet compliqué que sont les OGM, et qui représente un enjeu universel car il met en jeu la sécurité alimentaire ? C'est la tâche que s'est assignée Christian Vélot, enseignant chercheur à l'université d'Orsay. Dans ses conférences publiques, dont nous projeterons des extraits, ce chercheur veut donner aux citoyens les moyens de se faire une opinion informée apte à déjouer les pièges que comportent les discours développés par les lobbies OGM.

Ce combat pour l'information des citoyens sur la complexité des OGM est loin d'être gagné puisque Christian Vélot vient d'apprendre, par la direction de son institut, que le contrat de recherche de son équipe ne devrait pas être reconduit en janvier 2010.

Venez en débattre mardi 04 décembre 2007 à 19h30 au Jas de Bouffan

### Nos rendez-vous

#### ATTAC AU JAS DE BOUFFAN

**Mardi 4 décembre à 19h30**  
« Ce qu'il faut savoir pour résister aux lobbies OGM »

#### Mardi 5 février à 19h30

« Poste restante »

#### ATTAC AU LIGURES

**Jeudi 20 décembre à 19h00**  
« Grenelle de l'Environnement ou Munich de l'Ecologie »

**Jeudi 17 janvier à 19h30**  
« Le droit du travail au péril du libéralisme »

**FORUM SOCIAL MONDIAL 2008**  
**Janvier 2008 : Davos contre le reste du monde**

**Samedi 19 janvier**  
**au Mazarin**  
**Projection - débat**

**Samedi 26 janvier**  
**Action décentralisée à Aix**

AGENDA  
DÉC. 2007 - JANV. 2008.

**Mardi 04 décembre 2007 à 19h30 Attac au Jas de Bouffan**  
**Ce qu'il faut savoir pour « Résister aux lobbies OGM »**  
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Pce.

**Vendredi 07, samedi 08 et dimanche 09 décembre 2007**  
**Contre-sommet Afro-européen à Lisbonne où la signature des APE (Accords de Partenariat Economique) est prévue.**

**Jeudi 20 décembre 2007 à 19h00 Attac au Ligoures**  
**« Grenelle de l'Environnement » ou « Munich de l'Ecologie » avec Jean Pierre Berlan, directeur de recherche à l'INRA.**  
Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Provence.

**- jeudi 17 janvier 2008 à 19h30 Attac au Ligoures**  
**« Le droit du travail au péril du libéralisme » avec Luc Justet, inspecteur du travail et Brigitte Hess.**  
Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Pce.

**Samedi 19 janvier 2008 à 14h00 Ouverture du FSM 2008**  
**Projection - débat au cinéma le Mazarin, film encore non programmé**

**Samedi 26 janvier 2008 FSM 2008 décentralisé**  
**Davos contre le reste du monde - Aix ( lieu à déterminer)**

**Mardi 5 février 2008 à 19h30 Attac au Jas de Bouffan**  
**Projection du documentaire « Poste restante**  
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Pce.

**Jeudi 7 février 2007**  
**Intervention de François Denord qui présentera son livre "Néo-libéralisme. Version française. Les idées neuves de Sarkozy" en collaboration avec "Les Editions Demopolis", "Les Amis du Monde Diplomatique" et les étudiants du Cercle Jean Jaurès de L'IEP. ( lieu à déterminer, peut-être l'IEP)**

**Dette :** réunion les 1er lundi du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune. **Contact :** Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

**Économie solidaire / Cigale,** réunion 4<sup>ème</sup> jeudi du mois : **contact :** Ernest Hussy 04 42 92 67 15

**Environnement :** réunion le mercredi 28 novembre à 20h chez AM Quetglas, 22 res St Benoît av de la Cible, Aix Tel : 04 42 27 97 94/06 74 74 49 63

**Femmes, genre et Mondialisation : contact :** Claudine Blasco 04 94 78 58 69

**Paradis fiscaux taxes globales :** réunion le mercredi 12 décembre à 20h chez AM Quetglas, 22 res St Benoît av de la Cible, Aix Tel : 04 42 27 97 94/06 74 74 49 63

**Préparation des réunions publiques (Jas et Ligoures): contact :** M et J Fourny 04 42 21 65 45

G R O U P E S D E T R A V A I L

**Cours d'économie de Renaud Gallimard :**  
le 2<sup>ème</sup> jeudi du mois à 19h00, Centre JP Coste  
**contact :** Madeleine Liotier au 04 42 27 33 49

**Stand marché Richelme** samedi à partir de 10h00 :  
contact Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

**Stand marché Bois de l'Aune (Jas)** samedi à partir de 10h30 : Contact J.et M Fourny 04 42 21 65 45

**Tractage : contact** Raymonde Lagune 06 20 23 30 20

**Responsable fichier adhérents :**  
Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

**Contact presse :** Dany Tressera 06 15 09 38 01

## ATTAC pays d'Aix à l'AG d'Attac France et à la CNCL

**Au menu :** Europe, Grenelle de l'environnement et situation sociale en France

Nous étions plusieurs militants d'Attac pays d'Aix à l'assemblée générale d'Attac France à Lyon le 13 octobre, dont Gilles et ses objets insolites et pédagogiques qui ont remporté un vif succès. Celle-ci s'est déroulée dans un climat serein et constructif. Le rapport d'activité a été approuvé à 80%. Les ateliers de l'après-midi ont porté sur l'Europe dans ses différents aspects (écologie, démocratie, emprise de la finance, rapport nord-sud et paix dans le monde). La question du traité modificatif européen fut au cœur des Assises. La campagne se fera parallèlement sur l'exigence d'un referendum et sur le contenu. Bien sûr nous ne ferons pas la même campagne qu'en 2005 (manque de temps et intérêt faible des citoyens sur ce sujet dans le contexte actuel). La bataille portera sur les politiques européennes et leurs conséquences au niveau national (droit du travail, services publics...).

Il faudra trouver une alliance large au niveau européen pour créer des rapports de force contre ces politiques libérales. Les « 10 principes pour un traité démocratique » signés par les Attac d'Europe sont une première pierre à ce processus.

Le 2<sup>ème</sup> sujet majeur portait sur le Grenelle de l'environnement. La globalité de la crise écologique interroge le mouvement altermondialiste. Attac n'est pas une association écologiste mais sa spécificité permettra, si nous nous emparons du sujet, de politiser la question de l'écologie. En effet la question écologique doit être au centre de la politique. Le capitalisme est un système prédateur du social mais aussi de l'environnement.

Ce sont les mêmes pouvoirs financiers qui créent un appauvrissement des citoyens (crise du logement, dépeçage du droit du travail et de la sécurité sociale), mais aussi qui saccagent les forêts du sud, organisent la culture d'agro carburants au sud au profit du nord, balaiement des normes sanitaires et environnementales sur l'autel des profits.

Attention aussi au danger très fort de l'instrumentalisation de l'écologie contre les mouvements sociaux. C'est pourquoi Attac ne traite pas un sujet sans l'autre comme lors du séminaire de mars 2007. Ecologie et Europe étaient aussi des sujets d'ateliers lors de la Conférence Nationale des Comités Locaux les 10 et 11 novembre à Montreuil, dont Attac pays d'Aix était organisateur pour la 3<sup>ème</sup> et dernière fois. La plénière du dimanche animée par Verveine Angeli, représentant Sud -Union syndicale Solidaires au CA d'Attac France, a porté sur la situation sociale en France. Un débat constructif a eu lieu débouchant sur la prise de conscience du rôle spécifique et important d'Attac au sein du mouvement social de faire le lien et de le pointer, entre les différentes attaques des politiques libérales menées par Sarkozy, mais aussi entre celles-ci et les directives ou traités européens. En effet, « selon des agenda à peine différents, tous les pays de l'Union, passent au même laminoir des contre-réformes libérales » (Politix n° 976).

Voilà pour le contenu, très riche de ces rencontres. La CNCL s'est passée aussi dans un climat studieux et serein, signe après le succès de l'Université d'été d'Attac France, et un an après l'élection de la nouvelle direction, d'un retour de notre association à des bases saines, et de la volonté de ses militants de dépenser toute leur énergie dans la lutte contre ces politiques destructrices en s'informant, mutualisant, diffusant après des citoyens et agissant pour promouvoir un monde solidaire, démocratique et écologique.

**Valérie Brûlant**

# Janvier 2008 : le FSM décentralisé contre Davos

**26 JANVIER 2008 :**

## LA JOURNÉE DE VISIBILITÉ DU FSM 2008 DÉCENTRALISÉ

Espace de rencontre ouvert diversifié, non-gouvernemental et non-partisan, le Forum Social Mondial (FSM) encourage, de façon non hiérarchique et non centralisée, les organisations et les mouvements engagé(s) dans des actions concrètes, du niveau local au niveau international, à la construction d'un monde plus solidaire, démocratique et juste.

Organisé en riposte et au moment du Forum des « élites » de Davos (qui se tiendra en 2008 du 24 au 28 janvier), le FSM a eu quatre éditions à Porto Alegre (Brésil) - en 2001, 2002, 2003 et 2005 -, une édition à Mumbai (Inde) - 2004, une édition polycentrique à Caracas (Venezuela - Amérique du Sud), Karachi (Pakistan - Asie) et à Bamako (Mali - Afrique) - 2006 et la dernière, à Nairobi (Kenya - Afrique) - 2007. En 2008, le Forum Social Mondial

prendra la forme d'une semaine d'actions qui culminera le 26 janvier 2008 par une journée de mobilisation, et d'initiatives multiples partout dans le monde, derrière une conviction partagée : « Un autre monde est possible ».

Dans le pluralisme et la diversité, le FSM veut exprimer les résistances à la mondialisation néo-libérale, à la guerre et à l'oppression, et construire les alternatives et les convergences pour la protection de la planète et de ceux qui l'habitent.

### **Pour un Forum social global et local, à Aix-en-Provence.**

Attac Pays d'Aix souhaite qu'une initiative s'organise à Aix en Provence qui soit représentative de la diversité des associations et des syndicats qui agissent à Aix, de la diversité des luttes qui se mènent dans les entreprises et les quartiers - contre la précarité, pour la défense de l'emploi et des conditions de travail, pour le droit à un logement digne pour tous, contre les expulsions de sans papiers, pour la défense des services

publics, pour le droit à la santé..... -, de la diversité des cultures et des expressions artistiques et populaires ..... Il convient donc d'organiser dans les plus brefs délais un large rassemblement des associations et syndicats qui peuvent apporter leur pierre à la mise sur pied de cette initiative, pour laquelle on peut imaginer un éventail d'activités : débats thématiques, projection de films, concert, stand, parade festive, restauration ..... Mais la première condition à remplir sera de trouver à Aix, un lieu qui permette de mettre en musiques et en paroles ce projet. Nous lançons évidemment un appel à tous ceux qui peuvent y contribuer.

D'ors et déjà un projet de projection-débat au Mazarin le samedi 19 janvier après-midi est à l'ébauche en ouverture de cette semaine d'action.

**Retenez donc les dates du 19 et 26 janvier 2008. Le Forum Social Mondial passera par Aix et nous le construirons ensemble.**

**Bernard Lagune**

## Un livre pour Attac : « Néo-libéralisme Version française »

**Histoire d'une idéologie politique. par François Denord\* aux éditions Démopolis.**

Avant de parler du livre lui-même, une petite présentation de Démopolis s'impose. En effet, de concentrations en concentrations, de rachats en rachats, des pans de plus en plus larges de l'édition française sont passés et continuent de passer sous le contrôle de grands groupes industriels et particulièrement sous celui de Lagardère via Hachette.

Dans ce contexte, la fondation, en octobre 2006, d'un maison indépendante, Démopolis, qui vise la publication chaque année d'une vingtaine d'essais et de documents et qui s'inscrit délibérément dans une attitude critique des discours dominants, ne peut être accueillie qu'avec intérêt et même sympathie ou admiration.

Les deux premiers ouvrages sortis en librairie le 4 octobre étaient « Cobayes humains. Le grand secret de l'industrie pharmaceutique », de Sonia Shah et « Irak, retrait immédiat », d'Anthony Arnove. Sonia Shah, accompagnée de Laurence Klejman des éditions Démopolis est venue présenter son livre lors de la réunion d'Attac pays d'Aix au Ligourès, le 18 octobre dernier, et Anthony Arnove, accompagné de Laurence Klejman et Laurent Hebenstreit des éditions Démopolis est venu à Aix et Marseille, le 26 octobre pour une rencontre à l'IEP d'Aix, à l'invitation du cercle Jean Jaurès, et à Marseille pour un débat à la médiathèque Mille Bâbords.

Le livre de François Denord « Néo-libéralisme Version française » est l'histoire d'une idéologie politique en France. Depuis le milieu des années 1980, le « néo-libéralisme » passe pour avoir changé le monde. La seule évocation du terme fait surgir les figures de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, accompagnées

d'un cortège de politiques publiques et de slogans : privatisation, déréglementation, extension de la « concurrence libre et non faussée » à tous les domaines. Pourtant, le néo-libéralisme ne vient pas tout droit de Grande-Bretagne ou des États-Unis. Il n'est pas sorti armé de toutes pièces de la globalisation financière. Son histoire s'enracine, en France, dans le bouillonnement intellectuel et politique de l'entre-deux-guerres. Des économistes, des patrons et des hauts fonctionnaires jettent alors les bases d'un libéralisme nouveau qui se veut une troisième voie entre un « laissez faire » jugé moribond et une planification économique supposée faire le lit du socialisme. Ils ont imaginé un art de gouverner plutôt qu'une utopie. L'État néo-libéral devra développer une politique active de l'économie destinée à préserver la concurrence et, simultanément, freiner la tendance « naturelle » de l'État à étendre son contrôle sur la sphère productive.

Cet essai est le premier à proposer une généalogie sociohistorique du néo-libéralisme français en s'appuyant sur des documents d'archives inédits. Il ne retrace pas seulement l'histoire des ramifications françaises d'un mouvement international. En suivant le cheminement du néo-libéralisme des années 1930 aux années 1980, il met en évidence un ensemble de transformations qui affectent l'État, les concepts économiques et les modes d'action publique. Cet essai permet de comprendre comment le néo-libéralisme s'est progressivement métamorphosé en une solution politique.

« Néo-libéralisme Version française » sort donc en librairie le 8 novembre avec un bandeau un brin humoristique :

« Les idées neuves de SARKOSY »

\*François Denord est docteur en sociologie et chargé de recherche au CNRS

**Jean Fourny**

# Exiger un référendum sur le nouveau traité européen

**E**n 2005, les citoyens français et néerlandais avaient signifié dans les urnes leur refus du Traité constitutionnel européen (TCE). Le 13 décembre 2007, un nouveau traité européen va être signé par les 27 membres de l'Union Européenne au Conseil européen de Lisbonne, après avoir été élaboré sans aucun débat public. Ce traité modificatif reprend la quasi-totalité du TCE.

Le nouveau traité n'a rien du "traité simplifié" promis par Nicolas Sarkozy. Avec plusieurs centaines de pages, des dizaines de déclarations et de protocoles, il n'est pas non plus un "minitraité" se réduisant aux aspects institutionnels. Jumeau du TCE, il est marqué de bout en bout par le néolibéralisme. Bien que Nicolas Sarkozy se vante d'avoir obtenu que l'expression "concurrence libre et non faussée" n'apparaisse plus comme un objectif de l'Union européenne, le principe de concurrence reste présent dans de multiples articles. Statut et missions de la Banque centrale européenne inchangés, services publics toujours soumis aux règles de la concurrence, libre-échange généralisé comme seul objectif de la politique commerciale, politique industrielle réduite à l'application du droit de la concurrence, unanimité des Etats toujours requise pour toute mesure visant à restreindre la libéralisation des mouvements de capitaux... : le droit de la concurrence reste le droit organisateur de l'Union. De son côté, la Charte des droits fondamentaux ne crée pas fondamentalement de droit social européen susceptible de rééquilibrer le droit de la concurrence. Au niveau institutionnel, si les Parlements nationaux

et le Parlement européen voient leur rôle accru, les avancées ne sont pas de nature à contester la prédominance de la Commission. Enfin, la défense commune n'est toujours envisagée que dans le cadre de l'OTAN et les dépenses militaires sont les seules dépenses publiques que le traité encourage à augmenter.

Bref, aucune des principales exigences soulevées dans le débat sur le traité constitutionnel n'est prise en compte : on retrouve tout ce qui fait de l'Europe une zone aménagée de libre échange et de promotion des politiques néolibérales. Les seules modifications sont de l'ordre du symbolique et ne répondent en rien aux critiques que nous faisons du TCE : suppression du terme de Constitution et de la référence à un hymne européen.

Au final, comme n'hésite pas à le dire ouvertement Valéry Giscard d'Estaing, "les gouvernements européens se sont ainsi mis d'accord sur des changements cosmétiques à la Constitution pour qu'elle soit plus facile à avaler". Pourtant, le président de la République semble douter que ce texte soit si facile à avaler. Il veut le faire rapidement adopter par voie parlementaire, sans consulter les citoyens. Etant donné que le Parti socialiste s'est déclaré favorable à la ratification par le Parlement, la voie est libre pour faire adopter rapidement et sans réel débat ce nouveau texte.

C'est pour ces raisons qu'Attac a décidé de mener une grande campagne pour, non seulement dénoncer le contenu du traité, mais aussi tout faire en sorte pour créer un rapport de force permettant d'exiger la tenue d'un nouveau referendum. Quel que soit le point de vue que l'on puisse avoir sur le contenu

de ce traité, chacun d'entre nous doit pouvoir se déterminer. C'est une exigence démocratique minimale.

Attac a donc participé au comité national pour un référendum (CNR), lancé pour la création d'un appel de personnalités uniquement centré sur l'exigence démocratique d'un référendum. Cet appel fédère les principaux appels déjà lancés et réunit des personnalités issues de milieux politiques, syndicaux, associatifs et plus largement de la société civile. Le CNR s'adresse donc à tous ceux, quelle que soit leur opinion sur le nouveau traité, qui affirment la nécessité que le suffrage universel se prononce sur ce traité. L'objet de ce comité est de faire signer très massivement une pétition pour un référendum. Vous pouvez d'ores et déjà signer cet appel en ligne :

<http://www.nousvoulonsunreferendum.eu>

L'appel comptabilise le cumul des signatures obtenues par différents appels déjà lancés dont celui autour de l'appel unitaire qui continue sa vie propre et participe à cette dynamique. Si le CNR est un outil indispensable pour arriver à une pétition de masse autour d'un appel à référendum, Attac continue bien évidemment à participer activement au collectif formé autour de l'appel unitaire (cf. site du collectif du 29 mai), qui reste le cadre central de mobilisation large contre le traité, notamment autour des nombreux meetings à venir.

Pour alimenter cette campagne, un argumentaire détaillé est disponible sur le site d'Attac France ainsi qu'un abondant matériel de campagne. Localement : Lors de la manifestation du 20 novembre à Marseille, les comités locaux des Bouches du Rhône proposaient aux manifestants la pétition unitaire pour l'exigence d'un référendum sur le nouveau traité européen. Cette action a reçu un très bon accueil, plusieurs centaines de signatures ayant été récoltées. En effet, le mouvement social actuel et la campagne pour un referendum représentent pour nous un même combat, car la construction d'une Europe mue exclusivement par des impératifs de gestion et de profit est la matrice des politiques économiques et sociales françaises. Depuis quelques semaines Attac Pays d'Aix diffuse des argumentaires sur les marchés et par internet, colle des affiches, fait signer la pétition. Une réunion publique unitaire est en cours d'élaboration. Nous vous en informerons par internet et par tracts.

**Raphaël Pradeau**

## Eco-sapiens.com est né.

La CIGALES (club d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Economie Solidaire) issue du groupe de travail Economie Solidaire d'Attac pays d'Aix a soutenu le projet de eco-sapiens.com qui est né début novembre, en participant à son capital. Eco-sapiens est une SCOP qui a été créée pour promouvoir, diffuser et faciliter une consommation compatible avec un développement durable en utilisant les nouvelles technologies de l'information. [www.eco-sapiens.com](http://www.eco-sapiens.com) est le 1<sup>er</sup> guide d'achat éthique en ligne. Il organise la rencontre entre citoyens souhaitant agir sur leur consommation et producteurs éthiques. N'hésitez pas à visiter leur site.

**Valérie Brülant**